

Tena koutou katoa

Chers collègues, bonjour !

Mon nom est Anne Tolley, et je suis la vice-présidente de la Chambre des représentants en Nouvelle-Zélande. C'est pour moi un grand honneur et privilège d'être aujourd'hui parmi vous pour aborder ce sujet essentiel.

Comme vous le savez sans doute, la Nouvelle-Zélande est un petit pays quelque peu isolé. Nous occupons toutefois une place unique dans le monde, tant sur le plan culturel que géographique. Et nous sommes confrontés aux mêmes défis que de nombreux autres pays lorsqu'il s'agit d'exploiter le potentiel de la science, de la technologie et de l'innovation pour le bien de notre pays.

Nous nous posons les mêmes questions que beaucoup d'entre vous. Comment faire en sorte que la science puisse jouer un rôle actif dans l'orientation des politiques ? Et a contrario, comment les parlementaires peuvent-ils promouvoir l'engagement scientifique auprès du public ? Et comment notre Parlement peut-il favoriser des relations mutuellement bénéfiques entre les entreprises, les universités et d'autres intervenants qui méritent d'avoir leur mot à dire dans l'avenir de notre pays ?

Ces questions sont cruciales parce que la science a un rôle à jouer pour relever pratiquement tous les défis de la société actuelle.

Pour répondre à ces questions, et aux nombreuses autres que l'avenir nous réserve, il est essentiel d'adopter une approche pragmatique et éclairée. Il y a plusieurs façons d'y parvenir : non seulement en écoutant des conseils objectifs et fondés sur des données probantes, mais aussi en les sollicitant de façon proactive. Le gouvernement néo-zélandais dispose, comme beaucoup d'autres, d'un Conseiller Scientifique Principal. Le Conseiller Scientifique Principal du Cabinet du Premier ministre anime une équipe de scientifiques dévoués qui s'appuient collectivement sur une vaste expérience du milieu universitaire et de l'industrie et qui jouent plusieurs rôles. Ce bureau conseille le Premier Ministre sur les questions de politique scientifique et favorise la participation du public aux activités scientifiques.

Le précédent Conseiller Scientifique Principal a ainsi publié un rapport, plus tôt cette année, recommandant une nouvelle approche pour réduire la criminalité et la récidive chez les jeunes. Ceci en réponse à la sollicitation du gouvernement précédent qui avait demandé aux conseillers scientifiques de trouver des solutions pour s'attaquer au problème de l'augmentation du nombre de suicides et de maladies mentales chez les jeunes. Ce rapport reconnaît qu'il s'agit d'une question hautement politique, mais il apporte des preuves scientifiques solides à la table des négociations et lance un appel déterminé en faveur d'un leadership gouvernemental fort.

Nous nous appuyons également régulièrement sur les recommandations d'autres experts, comme le Commissaire Parlementaire à l'Environnement, par exemple, qui

est mandaté de manière indépendante par le Parlement. Notre précédent Commissaire a ainsi publié un rapport très médiatisé sur l'utilisation du pesticide 1080. Ce pesticide est largement utilisé en Nouvelle-Zélande pour protéger notre faune indigène et ses habitats des mammifères ravageurs provenant d'ailleurs, comme les opossums. Le ministère de l'Environnement de la Nouvelle-Zélande relève que 80 pour cent de nos espèces d'oiseaux sont en voie de disparition. En plus d'être une menace sérieuse pour notre flore indigène, ces ravageurs sont porteurs de maladies comme la tuberculose.

Malgré son efficacité, nous avons vu un petit groupe de manifestants, de plus en plus bruyants et agressifs, réclamer l'interdiction du 1080. Les chercheurs, ainsi que le ministère de l'Environnement, ont toujours affirmé qu'il n'y avait pas d'alternative pratique à l'épandage du 1080 : c'est simplement la solution la plus rapide, la plus abordable et la plus efficace dont nous disposons. De plus, il y a de fortes indications que les populations d'oiseaux, certes temporairement affectées par le 1080, se redéveloppent après son épandage, de sorte qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de ses effets à long terme.

En fait, le rapport du Commissaire Parlementaire à l'Environnement a non seulement reconnu qu'il s'agissait de la solution la plus viable, mais il a même recommandé d'en accroître l'utilisation. Des exemples comme celui-ci illustrent bien la valeur d'une voix forte, indépendante et bien informée qui jette un éclairage scientifique sur des questions contemporaines clés en Nouvelle-Zélande.

Nous devons également trouver un juste équilibre entre les objectifs électoraux à court terme et les implications à long terme de nos politiques sur les générations futures. Pour ce faire, nous devons faire participer activement le public et les milieux politiques aux divers débats scientifiques afin d'obtenir un bon échantillon représentatif des opinions.

Une initiative appelée National Science Challenges a été mise sur pied à cet effet. Il s'agit de programmes interdisciplinaires qui réunissent à la fois des établissements universitaires, des instituts de recherche de la Couronne, des entreprises et des organisations non gouvernementales afin de relever les principaux défis scientifiques de la Nouvelle-Zélande.

Ces défis sont répertoriés en 11 volets. L'un d'entre eux est le Défi scientifique national des « Océans Durables », pris en charge par notre Institut national de recherche sur l'eau et l'atmosphère. Il met l'accent sur l'amélioration de l'utilisation des ressources marines de la Nouvelle-Zélande dans le respect des contraintes environnementales et biologiques : sa vision est que notre environnement marin soit bien compris, protégé et utilisé avec discernement. Le panel chargé de relever ce défi est composé de cinq des meilleures universités néo-zélandaises, d'un institut de recherche de la Couronne et du principal organisme scientifique indépendant de notre pays.

Entretiens, une initiative mieux connue du public, notre Nation of Curious Minds, a été conçue pour encourager les Néo-Zélandais à s'impliquer davantage dans la science et la technologie. Il comporte trois grands volets d'action : améliorer l'enseignement et l'apprentissage des sciences en soutenant nos enseignants, augmenter l'implication des sciences et de la technologie dans les communautés et renforcer les liens entre la recherche et la société.

Enfin, les parlementaires doivent jouer un rôle de premier plan dans l'organisation du débat public. L'évolution technologique a changé à jamais le paysage médiatique. Les débats en cours en Nouvelle-Zélande, comme celui sur l'utilisation du 1080 que j'ai mentionné plus tôt, montrent à quel point il est facile pour des groupes minoritaires de monopoliser les débats médiatiques.

Il y a seulement quelques mois, les opposants au 1080 ont lancé des campagnes coordonnées dans les médias sociaux, exagérant les dangers perçus du 1080 et diffusant une photo trompeuse de kiwis, l'oiseau emblématique de Nouvelle-Zélande, morts, affirmant qu'ils avaient été tués par le 1080. En fait, ces oiseaux avaient été tués par d'autres animaux et des voitures, la photo avait deux ans et avait été récupérée sans permission, alors que le ministère de l'Environnement n'a pas enregistré un seul cas de kiwi tué par le 1080.

Il ne fait aucun doute que nous vivons une époque passionnante. De nouvelles technologies dites de rupture font leur apparition chaque année, ce qui pose certes de nouveaux défis et de nouvelles menaces, mais qui offre en même temps des possibilités sans précédent de franchir les obstacles. Je suis fière que la Nouvelle-Zélande continue à jouer dans la cour des grands et d'apporter des contributions solides et significatives à la communauté scientifique mondiale.

En tant que parlementaires, nous avons le devoir de jouer un rôle de premier plan en tirant parti du potentiel de la science et de l'innovation pour bâtir des pays plus forts et un avenir meilleur.

Je vous remercie.